



Marché n° : 2025DGEDSSM059

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
(CCP)**

Procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1 et s. du Code de la commande publique.

**Accompagnement opérationnel pour la gestion administrative de PariSanté  
Campus**

## SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES - OBJET DU CONTRAT</b>	<b>3</b>
I.1.	Dispositions générales	3
<b>A)</b>	<b>PRESENTATION DE PARISANTE CAMPUS</b>	<b>3</b>
<b>B)</b>	<b>CONTEXTE DU MARCHE</b>	<b>3</b>
I.2.	Objet	3
I.3.	Pièces constitutives du marché	4
I.4.	Forme du marché	4
<b>II - DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS</b>		<b>4</b>
A.	La réalisation des prestations	5
B.	Livrables attendus et délais d'exécution	5
<b>III - OBLIGATIONS DES PARTIES</b>		<b>6</b>
III.1.	Obligations générales des parties	6
III.2.	Obligations du Titulaire	6
III.3.	Obligations de la personne publique	7
<b>IV - REPRESENTANTS DES PARTIES</b>		<b>7</b>
IV.1.	Représentant de la personne publique	7
IV.2.	Représentant du Titulaire	7
IV.3.	Forme de communication	7
<b>V - OPERATIONS DE RECETTAGES</b>		<b>8</b>
<b>VI - CONDITIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES</b>		<b>8</b>
VI.1.	Forme et contenu des prix	8
VI.2.	Révision des prix	8
VI.3.	Modalités de règlement des comptes	8
2.	Règlement des sommes	8
3.	Facturation	8
4.	Paieement	9
<b>VII - PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>		<b>9</b>
<b>VIII - CONFIDENTIALITE</b>		<b>10</b>
<b>IX - SOUS-TRAITANCE</b>		<b>10</b>
<b>X - ASSURANCE</b>		<b>11</b>
<b>XI - PENALITES</b>		<b>11</b>
XI.1.	Pénalités de retard	11
<b>XII - RESILIATION</b>		<b>11</b>
XII.1.	Résiliation aux torts du Titulaire	11
XII.2.	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	12
<b>XIII - RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES</b>		<b>12</b>
<b>XIV - LITIGES/DIFFERENDS</b>		<b>12</b>
<b>XV - DEROGATIONS AU CCAG-FCS</b>		<b>12</b>

## I. DISPOSITIONS GENERALES - OBJET DU CONTRAT

---

### I.1. Dispositions générales

#### A) Présentation de PariSanté Campus

PariSanté Campus est un centre de recherche, de formation, et d'entrepreneuriat pour le numérique en santé unique au monde. La création de ce campus innovant, qui s'installera sur le site de l'ancien hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce, à Paris a été annoncée par le Président de la République, le 4 décembre 2020.

Ce programme, initié par les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Santé et de la Prévention, s'appuie sur cinq partenaires fondateurs : l'Inserm, l'université PSL, l'Inria, l'Agence du Numérique en Santé et le Health Data Hub. Il est doté d'équipements et d'infrastructures de pointe, financé par des investissements publics et privés, permettant de créer un espace de formation, de recherche et d'innovation, de rang mondial, sur le thème de la santé numérique.

PariSanté, situé dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, est structuré par un Groupement d'intérêt scientifique (GIS), dont l'INSERM assure la gestion administrative.

#### B) Contexte du marché

PariSanté Campus s'inscrit au cœur de la stratégie nationale de santé numérique portée par le Gouvernement dans le cadre du Plan d'investissement d'avenir 4. Sa mission est de positionner la France comme un leader mondial dans les domaines de la recherche, de la formation et de l'innovation appliquées au numérique en santé.

Le campus porte une vision interdisciplinaire intégrant les enjeux sociétaux, les questions éthiques et les innovations numériques en santé, et constitue un écosystème réunissant équipes de recherche, entreprises et acteurs publics afin de favoriser les synergies entre le monde académique et entrepreneurial.

PariSanté Campus est structuré sous forme de Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS), dont la gestion administrative est opérée par l'Inserm, en tant qu'organisme support. À ce titre, l'ensemble des processus administratifs (dont les processus budgétaires, comptables et financiers) est adossé à ceux de l'Inserm, dans le respect des principes de la gestion budgétaire et comptable publique.

Dans ce cadre, l'Inserm a engagé une évolution majeure de son système d'information de gestion. Une migration vers un nouvel outil budgétaire et comptable a été opérée fin 2024, avec une mise en condition opérationnelle progressive au cours du premier trimestre 2025.

PariSanté Campus reste en charge de la gestion opérationnelle des relations avec les partenaires hébergés sur le site, ainsi que de l'événementiel réalisé dans ses locaux. L'équipe procède notamment à l'établissement et au suivi des factures liées à ces activités.

La gestion du recouvrement et l'exécution des opérations comptables sont, quant à elles, assurées par l'Inserm, en application du principe de séparation entre ordonnateur et comptable public, et en lien étroit avec les équipes de PariSanté Campus.

### I.2. Objet

Le présent marché a pour objet de fournir, pour le compte de PariSanté Campus une prestation d'accompagnement opérationnel aux équipes de gestion de PariSanté Campus pour réaliser les opérations courantes de gestion budgétaire, sous supervision des responsables de PariSanté Campus :

- Apporter un soutien opérationnel à l'équipe PSC pour la saisie des devis fournisseurs et des bons de commandes associés dans le nouveau système d'information de gestion financière et comptable
- Apporter un soutien opérationnel à l'équipe de PSC pour préparer la saisie des factures relatives à l'activité réalisée sur le site (hébergement et événementiel) dans le nouveau système d'information de gestion financière et comptable

- Participer à la montée en compétences sur le SI du gestionnaire administratif en cours de recrutement par PariSanté Campus (transfert de connaissance et appui à la prise en main des outils)
- Mettre à jour l'ensemble des référentiels et des modes opératoires de la gestion des fournisseurs et de l'activité de facturation en y intégrant les spécificités de gestion de PSC

---

### I.3. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le Bordereau de prix unitaire (BPU) vaut référentiel de prix plafond ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS dans sa dernière version) ;
- L'offre du titulaire remise dans le cadre de la consultation.

Toute clause figurant dans les documents produits par le Titulaire, y compris ses conditions générales de vente, contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'une des pièces constitutives du marché, le document de rang supérieur prévaut sauf si la disposition est plus favorable pour la personne publique.

Le fait qu'une disposition figurant dans un document de rang inférieur ne soit pas expressément mentionnée dans le document de rang supérieur ne fera pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

Le CCAG-FCS, bien que non joint, est réputé connu du titulaire du marché.

Les exemplaires originaux des pièces listées ci-dessus conservés dans les archives de la personne publique font seules foi.

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, sur les documents du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

---

### I.4. Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

Il comprend des prestations traitées à prix unitaires.

Il est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 120. 000 € HT, en application des articles R. 2162-4, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

---

## II - DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS

Le présent marché a pour objet un appui expert à la rentrée **2025**, en vue d'accompagner les équipes de PariSanté Campus dans l'exploitation et l'optimisation du nouveau système d'information budgétaire et comptable mis en œuvre par l'Inserm.

### → Calendrier prévisionnel de la mission

- **Démarrage de la prestation** : 8 octobre 2025
- **Jalon de finalisation des modes opératoires de facturation (sous réserve de disponibilité et de fonctionnement opérationnel du système d'information)** : 31 mars 2026

**Clôture prévisionnelle de la prestation** : 31 décembre 2026 Un point de suivi opérationnel est réalisé par PariSanté Campus avec le prestataire à fréquence hebdomadaire.

Un point de suivi contractuel est réalisé par PariSanté Campus avec le prestataire à fréquence mensuelle sur la base d'un compte rendu d'activité (CRA) avec le décompte journalier du temps passé.

La prestation est à réaliser en présentiel, **par** journées ou demi-journées sur site, **et possiblement, sous réserve de l'autorisation de PariSanté Campus, par demi-journées à distance sur la production des modes opératoires**

#### → Contenu de la mission

Le titulaire devra assurer un accompagnement structuré sur les volets suivants :

- **Assistance opérationnelle aux équipes de gestion de PariSanté Campus** dans la gestion budgétaire, le suivi de la facturation, et les interactions avec les correspondants Inserm (Siège, DAF, Agence Comptable) ;
- **Contribution à la définition et à la formalisation des modes opératoires spécifiques à PariSanté Campus ;**
- Proposition et mise en œuvre **d'outils de pilotage et de suivi d'activité ;**
- Soutien à la **montée en compétences des utilisateurs ;**
- Appui à la **coordination avec les équipes de l'Inserm** pour la prise en compte des évolutions, et des ajustements nécessaires.

#### A. La réalisation des prestations

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations définies dans le cadre du présent marché, dans le respect des délais et modalités d'intervention convenus. Il s'engage à réaliser sa mission en étroite collaboration avec les équipes de PariSanté Campus et, le cas échéant, avec les interlocuteurs désignés au sein de l'Inserm.

Les prestations seront réalisées principalement en présentiel sur le site de PariSanté Campus, selon un planning validé conjointement, et pourront être organisées sous forme de journées ou demi-journées d'intervention. Des échanges à distance pourront être mobilisés en complément, si nécessaire.

Dans le cadre de l'exécution de la mission, le Titulaire devra être couvert par une assurance responsabilité civile professionnelle, incluant les dommages immatériels consécutifs ou non, et garantissant la couverture de tout préjudice susceptible d'être causé à des tiers du fait de ses interventions.

PariSanté Campus se réserve le droit de demander, à tout moment, la communication d'une attestation d'assurance à jour correspondant aux garanties exigées.

#### B. Livrables attendus et délais d'exécution

Les candidats sont invités à produire un dossier complet comprenant les éléments suivants :

##### 1. Réponse technique

Une note méthodologique précisant la compréhension du besoin exprimé par PariSanté Campus et la manière dont le candidat envisage d'y répondre ;

Une description détaillée des prestations proposées, en lien avec les attendus mentionnés au cahier des charges ;

Une présentation de l'organisation de la mission, des modalités de suivi, de coordination, et des livrables envisagés.

##### 2. Qualifications et profils des intervenants

La présentation des intervenants pressentis, incluant pour chacun :

Un CV détaillé mettant en évidence les expériences pertinentes dans des contextes comparables,

Le rôle prévu dans la mission et le degré d'implication,

Les certifications ou expertises spécifiques utiles à la mission (ex. : SI publics, comptabilité publique, SAP, AMO...).

##### 3. Documents administratifs et pièces de la consultation

Tous les documents de la consultation dûment complétés, datés et signés, notamment :

L'acte d'engagement,

Le cadre de réponse financière (bordereau de prix ou DPGF),

Le cahier des clauses particulières (CCP), le cas échéant ;

L'ensemble des justificatifs administratifs demandés, tels que :

Déclaration sur l'honneur (article R.2143-3 du CCP),

Attestations sociales et fiscales à jour,

Extrait Kbis ou équivalent,

Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle.

L'Inserm pour le compte de PariSanté Campus se réserve le droit de rejeter toute offre incomplète ou non conforme aux exigences du présent cahier des charges. Les délais d'exécution des prestations attendues ne sauraient excéder les délais suivants :

Livrable	Délais
Finalisation des modes opératoires de gestion de la facturation :	31 mars 2026
Clôture prévisionnelle	31 décembre 2026

### III - OBLIGATIONS DES PARTIES

#### III.1. Obligations générales des parties

Chaque partie :

- désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le marché,
- assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté au marché,
- fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

#### III.2. Obligations du Titulaire

Le Titulaire :

- réalise les prestations, objet du présent marché, conformément aux documents contractuels,
- est tenu à une obligation de résultats pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc.) et/ou de la production d'un livrable,
- fournit les prestations avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux dispositions du marché et aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence,

- coordonne ses éventuels fournisseurs,
- s'engage à restituer tous les éléments matériels et documentaires mis à sa disposition pour la réalisation des prestations,
- doit alerter la personne publique sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance, pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à la personne publique
- fournit toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché,
- à assumer la responsabilité de la qualité de service ;
- à mettre à jour la documentation et à créer les documents nécessaires au bon déroulement de la prestation ;
- doit fournir les éléments d'information nécessaires à la prise en charge technique et fonctionnelle par l'Inserm des éléments livrés (correctifs, évolutions, adaptations), prise en charge qu'il devra accompagner,
- est tenu, en cas d'évolutions, de ne pas dégrader les performances du système et d'offrir des conditions de service au moins égales à celles existant avant modification,
- est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation de l'Inserm dans le domaine faisant l'objet du marché. A ce titre, le titulaire doit fournir spontanément à l'Inserm l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires, notamment en termes de qualité de service, de continuité d'exploitation et de mise à l'état de l'art et d'évolution. Les conseils à la charge du titulaire dans le cadre du marché doivent faire l'objet d'un rapport écrit remis à la personne publique, si celle-ci en fait la demande.
- Est tenu de fournir un compte rendu d'activité mensuelle avec le décompte du temps passé

---

### III.3. Obligations de la personne publique

Dès la notification du marché et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'Inserm s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- Avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser.

---

## IV- REPRESENTANTS DES PARTIES

---

### IV.1. Représentant de la personne publique

Le représentant habilité à engager la personne publique pour l'exécution du marché est le Président directeur général de l'Inserm en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

---

### IV.2. Représentant du Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire devra désigner une ou deux personnes chargées d'assurer la conduite des prestations. Le titulaire a l'obligation de maintenir en place les personnes ainsi désignées pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations.

Si ces personnes n'étaient plus en mesure d'accomplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le représentant de la personne publique par tous moyens, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant, et d'en communiquer par écrit le nom, le titre ainsi que les qualifications au représentant de la personne publique, dans un délai de 5 (cinq) jours à compter de la date d'envoi de l'information faite à la personne publique.

Si la personne publique refuse ce remplaçant, le titulaire dispose de 8 (huit) jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne publique.

---

### IV.3. Forme de communication

A titre de convention pour preuve (loi du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique), l'Inserm et le titulaire conviennent que tous les échanges, liés au suivi et à la gestion des prestations, réalisés par courrier électronique par les représentants des deux parties dans le cadre de

l'exécution des prestations confiées au titulaire de marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

Ces échanges dématérialisés n'ont pas à être signés au sens des dispositions de l'article 1316-4 du code civil.

## **V - OPERATIONS DE RECETTAGES**

---

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent en application des dispositions du CCAG-FCS.

## **VI - CONDITIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

---

Les prestations objet du marché seront exécutées en application des prix prévus à l'annexe financière (BPU)

### **VI.1. Forme et contenu des prix**

Les prix sont exprimés en euros HT.

Ils comprennent également l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites aux présentes, notamment les frais de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à la personne publique.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par prix ferme.

### **VI.2. Révision des prix**

Sans objet.

### **VI.3. Modalités de règlement des comptes**

#### **1. Règlement des sommes**

Les prestations sont réglées à terme échu après remise de la demande de paiement et prononciation de la réception de la prestation correspondante.

Toutefois, le titulaire peut demander le paiement d'acomptes trimestriels. Pour ce faire, le titulaire transmet avec son offre financière à l'adresse suivante : [achat.ads@inserm.fr](mailto:achat.ads@inserm.fr) son projet d'échéancier indiquant l'étalement des paiements en fonction de la réalisation des prestations.

#### **2. Facturation**

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée sous forme dématérialisée via le portail Chorus.

Il est accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures doivent obligatoirement indiquer :

- Le numéro SIRET, identifiant Inserm : 180 036 048 000 15
- Le code du service réceptionnant (service exécutant) : Direction générale de Parisanté Campus
- Le numéro de commande de référence (Engagement Juridique EJ) à 10 chiffres.

Ces informations figurent sur le bon de commande.



L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président-directeur général de l'Inserm ou son représentant.

L'agent comptable assignataire de la dépense chargée du règlement est l'Agent Comptable Principal de l'Inserm.

### **3. Paiement**

Les sommes dues au titre du présent marché sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Inserm.

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorés de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

#### En cas de cotraitance :

Par dérogation au CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire ou conjoint, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

#### En cas de sous-traitant admis au paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **VII - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

---

Le présent marché n'opère aucun transfert de propriété des matériels, programmes, logiciels, documentations, données et fichiers exploités.

Les deux parties s'engagent à informer leur personnel qu'il est tenu de respecter les droits de propriété intellectuelle attachés aux divers documents qui lui sont remis à l'occasion de la réalisation du présent marché.

Chacune des parties garantit l'autre contre toute action qui serait intentée à son égard par un tiers sur le fondement d'une revendication de droit de propriété sur les matériels, programmes, logiciels, documentations, données et fichiers exploités qu'elle lui met à disposition pour l'exécution des prestations.

Tout logiciel ou document produit et tout résultat obtenu par le titulaire à l'occasion de l'exécution du présent marché devient la propriété exclusive de la personne publique qui peut en disposer librement à compter de leur réception et de leur paiement.

## VIII - CONFIDENTIALITE

---

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à la personne publique dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'application du présent marché. Les personnels du titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelé à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers de la personne publique et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de la personne publique.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par la personne publique et des copies qui auraient pu être faites.

La personne publique s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

La personne publique accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale de la personne publique et à l'objet général du marché.

Sauf accord express de la personne publique, le titulaire n'est pas autorisé à copier données, codes sources ou logiciels hors des plates-formes de la personne publique qui lui sont allouées.

Le personnel chargé des prestations reste sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. La personne publique ne peut donner des ordres directement au personnel du Titulaire, toute demande devant transiter par le correspondant permanent du Titulaire.

Néanmoins, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient ou lorsque le responsable du Titulaire est absent, le responsable Inserm est susceptible de faire directement des demandes au personnel du Titulaire.

La gestion des congés et plus généralement des absences de toute nature restent de la responsabilité du titulaire qui s'attachera à ce que ces éléments ne perturbent pas l'exécution du marché. Il assurera les compléments de formation de son personnel nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du marché.

## IX - SOUS-TRAITANCE

---

Le Titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues par le Code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer la personne publique par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. La personne publique se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

En cours d'exécution, à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 du Code de la commande publique, la personne publique dispose d'un délai de vingt-et-un (21) jours calendaires pour procéder à l'acceptation d'un sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours.

## X - ASSURANCE

---

Le Titulaire reconnaît être assuré pour tous risques informatiques, en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour la personne publique des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement et qui seraient notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et sera maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvrira notamment :

- toute faute professionnelle du titulaire,
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers de la personne publique,
- les coûts de reconstitution des données perdues ou endommagées,
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché,
- les actes de malveillance.

Sur demande de la personne publique, une attestation de la police souscrite devra être fournie.

## XI - PENALITES

---

Lorsque le délai contractuel, éventuellement assorti d'une prolongation accordée conformément au CCAG-FCS, est dépassé, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités définies ci-après.

Dans la mesure du possible, les pénalités sont retenues sur les sommes à devoir au Titulaire.

Par au CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros (€) HT pour l'ensemble du marché.

Le montant cumulé des pénalités pour la durée d'exécution du présent marché ne peut pas excéder 30 000 euros (€) HT. Au-delà, la personne publique se réserve la faculté de résilier le contrat aux torts du Titulaire.

Le paiement des pénalités se fait après émission d'un titre de recette par l'Agent comptable principal de l'Inserm et peut entraîner une soustraction du montant de ces pénalités à celui des factures en cours de paiement.

### XI.1. Pénalités de retard

Par dérogation aux dispositions du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de remise d'un livrable est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée comme suit :

$$P = (V \times R) / 100$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur des prestations en retard

R = nombre de jours calendaires de retard.

## XII - Résiliation

---

### XII.1. Résiliation aux torts du Titulaire

Cette résiliation peut notamment intervenir au cas où le titulaire n'a pas correctement assumé ses responsabilités et obligations définies au présent marché et conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

De plus, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire :

- si la mauvaise exécution des prestations objet du marché a donné lieu à des pénalités d'un montant supérieur à celui précisé aux présentes.

---

## **XII.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire**

Dans les conditions définies au CCAG-FCS, la personne publique peut faire faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

## **XIII - RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES**

---

Tous les six mois et jusqu'à la fin du marché, le titulaire devra transmettre une attestation de fourniture des déclarations sociales et fiscale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale.

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités, l'Inserm devra enjoindre au titulaire de faire cesser sans délai cette situation. Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation dans un délai de deux mois, l'Inserm peut rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## **XIV - LITIGES/DIFFERENDS**

---

La loi applicable au présent marché est la loi française. Le tribunal compétent pour connaître de tous litiges entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de Paris.

## **XV - DEROGATIONS au CCAG-FCS**

---

Par dérogation à l'article 1.2. du CCAG-FCS, la liste récapitulative des articles auxquels il est dérogé n'est pas contenue dans les documents du DCE.